



PRÉFET DU VAR

PREFECTURE
DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT
BUREAU DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

TOULON, LE 21 NOV. 2014

Arrêté complémentaire portant modification des prescriptions applicables aux installations de tri, transit, regroupement et négoce de déchets de la société SAS SO.FO.VAR, sur la commune de Fréjus

Le Préfet du Var,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire), notamment son article R.512-33

Vu la nomenclature des installations classées,

Vu le décret du Président de la République du 18 septembre 2014, nommant M. Pierre SOUBELET préfet du Var,

Vu l'arrêté préfectoral n°2014/40/PJI en date du 13 octobre 2014 portant délégation de signature à M. Pierre GAUDIN, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon,

Vu l'arrêté du 25 août 2014 portant autorisation d'exploiter des installations de tri, transit, regroupement et négoce de déchets par la société SAS SO.FO.VAR, sises rue Eugène Freyssinet – Pôle BTP du Capitou à Fréjus,

Vu le porter à connaissance du 17 septembre 2014 de la société SAS SO.FO.VAR, concernant les modifications qu'elle souhaite apporter à la plate-forme déjà autorisée, dans le cadre du développement de ses activités,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence - Alpes - Côte d'Azur en date du 19 septembre 2014,

Vu l'avis formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 8 octobre 2014,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté préservent les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

ARRETE

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS DES DISPOSITIONS DE L'ARRÊTE PREFECTORAL DU 25 AOÛT 2014

La société SAS SO.FO.VAR dont le siège social est situé ZI du Capitou – 83600 FREJUS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de FREJUS, Rue Eugène Freyssinet – Pôle BTP du Capitou, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES AU TITRE 1

A l'article 1.2.1, concernant la rubrique 2710-2, le volume autorisé est porté à 7400 m³, au lieu de 6500 m³.

A l'article 1.2.2, il est ajouté les parcelles suivantes : *parcelles AI 425 et AI 426*

A l'article 1.2.3, la surface d'exploitation concernée est portée à 10028 m², au lieu de 8020 m².

La rédaction de l'article 1.2.4 est modifiée comme suit :

Le site s'étend sur une superficie 10028 m² et comprend trois zones distinctes :

- *Une tour d'accueil et de bureaux de 320 m², sur trois étages, dédiée à l'ensemble des fonctions administratives du site ;*
- *Un bâtiment de 3200 m² destiné aux activités de tri, broyage, compactage et stockage des différents déchets collectés au sein de la plateforme :*
 - *Verre, bois, cartons, papiers, plastiques ;*
 - *Déchets verts ;*
 - *Déchets non-dangereux en mélange à trier ;*
 - *Déchets d'étanchéité ;*
 - *Pneumatiques ;*
 - *Plâtre, gravats, ferraille, métaux ;*
 - *Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;*
 - *Déchets ultimes ;*
 - *Peintures ;*
 - *Huiles végétales ;*
 - *Aérosols.*

Ceux-ci sont stockés dans des bennes, des bacs ou des casiers mobiles ou alvéolaires modulables. Ce bâtiment est muni d'un auvent sous lequel s'effectuent les opérations de chargement/déchargement des camions.

- *Une plateforme de collecte de déchets dangereux et non-dangereux d'une superficie de 2008 m², spécifiquement dédiée aux petits-porteurs (< 3,5 t). Les déchets collectés sont identiques à ceux figurant dans la liste ci-avant, et sont stockés en box ou en casiers séparés.*

Le site inclut également :

- *deux pont-bascule, situés à l'entrée et à la sortie du site et permettant le pesée des camions en entrée - sortie, associé à un détecteur de radioactivité ;*
- *Une zone dédiée au stockage de bennes vides ;*

- Une station de carburant, dédiée aux véhicules de l'établissement (débit inférieur à 1 m³/h, non-classée ICPE) ;
- Une aire de lavage des véhicules d'une superficie de 64 m² ;
- Un parking d'une superficie de 188 m² (15 places).

La totalité de la parcelle est imperméabilisée, soit 10028 m².

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES AU TITRE 4

A l'article 4.3.5, il est ajouté le point de rejet suivant :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°4
Nature des effluents	Eaux pluviales souillées (plateforme de collecte dédiée aux petits-porteurs)
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux pluviales de la zone du Capitou
Traitement avant rejet	Débourbeur – séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	Réseau d'eaux pluviales de la zone du Capitou

A l'article 4.3.10, il est ajouté le point de rejet n°4.

ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES AU TITRE 5

Les dispositions des articles 5.1.1 et 5.1.2 sont modifiées comme suit :

Article 5.1.1. Déchets entrants

Seuls les déchets suivants sont acceptés au sein de l'établissement, dans les limites fixées ci-après :

Type de déchets admis	Volume maximal annuel (tonnes / an)
Gravats (légers et lourds)	18 000
Fines	1 000
Autres Inertes	1 000
Plâtre	3 000
Bois	10 000
Déchets verts	5 000
DND en mélange à trier	47 200
Verre	1 500
Métaux ferreux	20 000
Métaux non ferreux	5 000
Plastiques PVC	800
Plastiques durs (PP)	1 500
Plastiques Films blancs et couleurs (PE)	1200

Autres plastiques	1 500
Cartons	8 000
Papiers	1 000
Déchets d'étanchéité	3 000
Combustibles solides de récupération	8 000
Déchets ultimes	8 000
Encombrants	2 000
Pneus	50
Huiles végétales	2
Amiante liée*	100
Déchets d'équipements électriques et électroniques*	250
Peintures*	6
Aérosols*	0,2

Les déchets munis d'une * sont les déchets dangereux pouvant être réceptionnés au sein de l'établissement. Aucun autre déchet dangereux n'est autorisé au sens du présent arrêté.

Article 5.1.2. Tri, traitement et stockage des déchets

Les opérations de tri et de traitement des déchets ont exclusivement lieu dans le bâtiment de la plateforme de valorisation.

Les opérations de stockage des déchets sont effectuées soit au sein de la plateforme de valorisation, soit au sein de la plateforme de collecte dédiée aux petits-porteurs (< 3,5 t).

Article 5.1.2.3 Stockage

Le bâtiment de stockage et la plateforme de collecte, et plus précisément les différentes zones d'entreposage, sont organisés conformément aux plans figurant dans le dossier de demande d'autorisation et dans le porter à connaissance relatif à la plateforme de collecte dédiée aux petits-porteurs.

Les déchets sont stockés dans des bennes, des bacs ou des casiers mobiles ou alvéolaires modulables, dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, ruissellements, infiltrations dans le sol, odeurs).

Chaque contenant est spécifiquement destiné à un type de déchet. La nature du déchet stocké et le volume du contenant sont clairement affichés sur ce dernier et visibles.

La durée maximale de stockage des déchets ne dépasse pas 6 mois. Cette durée est ramenée à :

- 72 heures pour les déchets verts ;
- 3 mois pour les déchets suivants : peintures, aérosols, huiles, piles et accumulateurs.

Les aires de réception ; stockage, tri, transit et regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours restent dégagées.

Les aérosols sont stockés à l'intérieur d'un local grillagé maintenu fermé à clé, afin de protéger des risques de projection en cas d'incendie.

Les déchets dangereux liquides et les huiles sont stockés sur des rétentions dont le dimensionnement est conforme aux dispositions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 26 août 2014.

ARTICLE 5 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES AU TITRE 7

A l'article 7.2.1.II, il est ajouté la disposition suivante :

La plateforme de collecte dédiée aux petits-porteurs présente les caractéristiques minimales :

- *Murs séparatifs des alvéoles de stockage des différents déchets d'une hauteur minimale de 3 m et d'une épaisseur de 60 cm, constitué en matériau incombustible (béton), avec une armature composée de poteaux béton (pas de poteaux métalliques).*

L'article 7.3.3 est modifié comme suit :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un système de détection incendie, constitué de têtes de détection optique de fumées, réparties sous la toiture du bâtiment de stockage des déchets, reliées à une centrale de détection et un centralisateur de mise en sécurité incendie, déclenchant à minima une alarme sonore ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.3.1 ;
- *de trois poteaux incendie de 100 mm de diamètre normalisé NFS 61.213 et 62.200, le premier devant être implanté à proximité de l'entrée de l'établissement, le second à proximité du bâtiment de tri et de transit, le troisième étant situé sur l'allée Eugène Freyssinet, à proximité de la plateforme de collecte. Deux poteaux doivent pouvoir fonctionner simultanément, assurant un débit minimum de 120 m³/h pendant 2h ;*
- *de vingt-et-un robinets d'incendie armés DN40 disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux jets de lance en direction opposée ;*
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un extincteur sur chaque engin, afin de lutter contre d'éventuels feux de moteur ;
- d'une voie engins permettant aux véhicules de lutte contre l'incendie d'accéder à l'ensemble des façades des bâtiments.
- Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. En particulier, il fait réaliser semestriellement un test de bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de détection incendie et de déclenchement des asservissements ou mises en sécurité associées. Les rapports de vérification correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'article 7.5.3 est modifié comme suit :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

A cet effet, l'établissement dispose de deux bassins de confinement étanches de 320 m³ (plateforme de valorisation) et de 260 m³ (plateforme de collecte). Pour chaque bassin, une vanne de sortie, clairement identifiée et aisément manœuvrable, peut être actionnée en toute circonstance et permet le confinement des eaux dans le bassin. Ces vannes sont en position fermée par défaut.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 6

Les autres dispositions de l'arrêté du 25 août 2014 demeurent applicables en l'état.

ARTICLE 7 – INFORMATION ET PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de FREJUS pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de FREJUS fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Var, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SAS SO.FO.VAR.

Une copie dudit arrêté sera également adressé au conseil municipal de FREJUS.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SO.FO.VAR dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté

autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Fréjus, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - unité territoriale du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au sous-préfet de Draguignan, au directeur départemental des territoires et de la mer, au directeur général de l'agence régionale de santé – délégation territoriale du Var et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence -Alpes – Côte d'Azur.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Pierre GAUDIN

